

## Note – Sur l'évaluation de la perte de richesses et l'actualisation des chiffres de déficit de l'État, aux mois de novembre et décembre 2020

*Au 29 octobre 2020, suite aux annonces de re-confinement, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire indique, selon ses estimations, que :*

- **La contraction de l'activité pour le mois de novembre sera de 15 %** (rappelons que l'activité, pour chaque mois de confinement, durant le printemps, s'était contractée de 30 %).
- **Le PIB devrait se contracter de 11 %, pour l'année 2020** (avant le re-confinement la récession prévue était de 10 %).

\* \* \*

### SELON NOS PROPRES TRAVAUX

**Avec l'annonce d'un confinement « allégé », nous sommes partis sur une hypothèse de baisse de l'activité, pour le mois de novembre, d'environ 20 %** (par rapport à la normale de janvier 2020).

Cette hypothèse :

- tient compte du caractère allégé du confinement – en représentant 2/3 du niveau de baisse d'activité pour un mois de confinement général durant le printemps (30 % sur le mois)
- paraît cohérente dans la mesure où le PLFR4 prévoit 20 milliards d'euros d'aide, contre 30 milliards d'euros pour le PLFR1
- nous semble plus prudente que l'estimation optimiste du Gouvernement de 15 % de baisse d'activité sur le mois de novembre (*voir plus haut*).

### **Un budget de relance devenu complètement obsolète et à contre-temps face à la priorité de l'urgence**

- **Ce PLF pour 2021, nous l'avons déjà dit, est un budget mort-né ;** peut-il d'ailleurs encore tenir lieu de référence financière ? Notamment **après l'annonce d'un confinement même « allégé », qui ne fait que l'enterrer un peu plus.**
  - **L'Assemblée nationale vient de passer de nombreux jours et nuits à examiner le plan de relance :** pourquoi s'être entêté dans cet **exercice anachronique** alors même que **la priorité était déjà redevenue l'urgence ?**
  - D'ailleurs, il est évident que les crédits de la mission *Plan d'urgence* devront être encore augmentés en 2020 puis prolongés en 2021. **On peut donc s'étonner que** le Gouvernement n'ait pas anticipé cette prolongation et que **la mission *Plan d'urgence* soit à zéro** dans le projet de loi de finances pour 2021.

## **Un nouveau reconfinement portant à 327 milliards d'euros notre perte de richesses pour 2020.**

- Présenté comme moins restrictif, nous pouvons tout de même estimer que **ce nouveau confinement occasionnerait pour le seul mois de novembre une perte de richesses de 38,3 milliards d'euros** (*représentant une baisse de l'activité de 21,2 %, sur le mois, par rapport à la normale de janvier 2020 ; il s'agit d'un effet mensuel inférieur d'un tiers aux 2,5 points de PIB perdus lors du premier confinement*).
- **Si, par malheur, ce confinement devait être prolongé jusqu'à la fin de l'année, son impact sur l'économie au mois de décembre serait une nouvelle perte de PIB de 40 milliards d'euros** (*ce mois étant plus important pour l'activité en raison des fêtes de fin d'année*).

**Dans cette perspective, un confinement qui perdurerait jusqu'à la fin de l'année amputerait de 80 milliards d'euros supplémentaires la richesse nationale (38,2 Mds € + 40 Mds € = environ 80 Mds €).**

- Avant les annonces du président de la République, nous pouvions estimer la perte de richesse nationale, en 2020, à 247 milliards d'euros.
- Compte-tenu de l'effet du nouveau confinement, **nous atteindrions 327 milliards de pertes de richesse par rapport aux prévisions établies en janvier 2020, avant la crise** (247 Mds € + 80 Mds € = 327 Mds €).

## **Un besoin de financement de l'État qui ré-augmente sensiblement**

Lorsque le Parlement examinait le troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020, le Gouvernement envisageait un déficit de l'État à 225,1 milliards d'euros. **En septembre dernier, compte-tenu de la relative amélioration de la conjoncture pendant l'été, cette estimation avait été ramenée à 195,2 milliards d'euros.**

- **Avec le PLFR4**, qui devrait prévoir 20 milliards d'euros d'aides supplémentaires (*propos du premier ministre, Jean Castex*), **nous pouvons imaginer que nous arriverions à au moins 215 milliards d'euros de déficit de l'État en 2020.**
- N'oublions pas qu'actuellement **le seul mode de financement pour l'État, c'est l'emprunt sur les marchés. En 2020**, les émissions de l'État, pour couvrir son besoin de financement, devaient atteindre le montant de 260 milliards d'euros. **Le PLFR4 devrait rehausser ce montant à 280 milliards d'euros.**
  - Par conséquent, malgré le contexte favorable des taux d'intérêt, **l'endettement Français continuera à se creuser inexorablement.**